Dans tous les pays nouveaux où règnent l'anarchie et l'ignorance, les hommes intelligents et vraiment dévoués à leur patrie ne raisonnent pas autrement.

XI

Les partis politiques au Mexique. — Conservateurs. — Libéraux. — Interventionistes. — La liberté telle que l'entendent les Mexicains. — Situation de l'Empire. — Fautes du gouvernement impérial. — Déceptions des Impérialistes. — Lettre du préfet du Michoacan. — Conspiration de Juillet 1866, et ses heureuses conséquences. — Jugement sur les Mexicains.

L'histoire nous enseigne que, dans tous les pays et à toutes les époques, les grands partis politiques ont eu des sentiments pour prétexte, et l'intérêt pour mobile. Elle nous apprend, en outre, que ces partis se divisent en deux catégories : ceux qui possèdent, appelés aujourd'hui — conservateurs, et ceux qui veulent posséder, connus sous le nom de libéraux. De ces deux partis en naît un troisième, qui tient des deux, et ne ressemble ni à l'un ni à l'autre : on le nomme libéral modéré.

L'époque, la nation, le drapeau, les noms, les intérêts changent, mais le mobile reste le même. Cette vérité historique, passée à l'état d'axiome, se révèle dans le nouveau monde aussi bien que dans l'ancien. Pour faire cesser les malentendus auxquels donne

lieu tous les jours l'ignorance générale sur la nature de la question mexicaine, je crois utile d'esquisser à grands traits l'histoire des partis au Mexique. Je dirai d'abord que ces partis sont tellement faisandés qu'ils se décomposent naturellement; l'Empereur n'aurait dû s'en préoccuper en aucune façon et se dévouer de suite au développement des ressources nationales.

Le clergé séculier, mais surtout le clergé régulier, avaient acquis, sous le gouvernement espagnol, des propriétés immenses, évaluées, à tort ou à raison, à peu près aux trois quarts du territoire mexicain. Ces richesses, et l'emploi qu'on en fit créèrent l'omnipotence du clergé. D'une situation pareille il résulta que la population pauvre, ambitieuse ou fainéante, voulut entrer dans les couvents ou dans le sacerdoce. Le Mexique devint alors un État monastique ou clérical, comme on dirait aujourd'hui. En effet, les Indiens, — soumis au clergé comme des enfants, — étant nuls en politique, le reste de la nation, qui n'était pas dans l'Église, avait des intérêts de parenté, d'affaires ou de servitudes avec les membres de l'Église mexicaine.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la multitude des clochers qui dominent les villes et les villages du Mexique pour être convaincu du fait matériel. Tout esprit impartial, qui aura sérieusement étudié l'histoire de la Nouvelle-Espagne, reconnaîtra l'exactitude du fait moral. Je les constate tous les deux, sans les juger. C'est pour avoir méconnu, nié même l'un et l'autre, que le gouvernement impérial a vu s'éva-

nouir en quelques mois les sympathies de la nation; c'est pour avoir cru le contraire qu'il est tombé dans l'isolement le plus absolu.

Le parti clérical n'étant que l'exagération du parti conservateur, je ferai des deux un seul groupe. Ce groupe, il faut l'avouer, ne constitue pas les quatre cinquièmes, comme on l'a dit, mais les dix-neuf vingtièmes de la population. Cette assertion est fondée sur les faits suivants. Toute la population indienne, — plus de cinq millions d'âmes, — est cléricale, — si elle est quelque chose, — car elle est très-opposée aux libéraux, dont elle a toujours eu beaucoup à souffrir. Toutes les femmes, — et c'est une force, en politique religieuse, — sont cléricales. Les propriétaires sont naturellement conservateurs, au Mexique surtout, où les intérêts dominent les sentiments, plus que partout ailleurs. Le commerce est généralement pour l'ordre, n'importe qui le lui donne, et jusqu'à présent les libéraux n'en ont guère donné. Ces différents groupes ne forment-ils pas les dix-neuf vingtièmes de la nation? La majorité du parti conservateur est donc écrasante au Mexique, et, tout le monde le sait, c'est elle qui a fait l'Empire.

Le parti libéral est composé des hommes qui ne possédaient rien ou peu de chose, des ambitieux, des mécontents, des brouillons et de tous ceux auxquels répugnaient la domination d'un clergé riche, peu évangélique, et le régime arbitraire de l'Espagne. Ce parti, n'ayant rien à perdre et tout à gagner par les révolutions, en a fait autant qu'il en a pu. Depuis 1821, on en compte deux cent quarante.

Le parti libéral modéré, — qu'il ne faut pas confondre avec celui des conservateurs éclairés et progressistes, — est formé du détritus des autres partis. C'est une agglomération d'individus tarés, ayant servi tous les gouvernements, possédant, au suprême degré, le culte de l'égoïsme mal entendu ; c'est l'union des nullités orgueilleuses, de l'envie sournoise, de l'absence complète d'idées politiques, avec l'intrigue sourde, lente, mais sûre, les vues étroites et rapetissées. C'est un corps hybride qui se sert des deux partis, auxquels il emprunte sa livrée, pour les renverser et se mettre à leur place. Son rôle est ostensiblement secondaire dans les déchirements de la patrie. Il ne se bat pas ; il attend à l'ombre, que la bataille soit finie, alors il arrive pour prendre sa part à la curée. Lorsque le nouvel arbre gouvernemental est planté, il s'y greffe, mais ne meurt pas avec lui ; il est trop habile pour partager la mauvaise fortune de celui dont il a sucé la séve. Il rappelle la fable de l'huître et des plaideurs ; il mange l'huître du temps que les plaideurs se disputent.

Les partis politiques, comme les médailles, ont un côté plus ou moins beau, un revers plus ou moins laid. Le revers des partis, ce sont les exagérations, l'intérêt personnel substitué au patriotisme, les passions secrètes cachées derrière le drapeau. Au Mexique le patriotisme sincère n'existe ni chez les cléricaux, ni chez les libéraux, il ne se trouve que parmi les conservateurs. Après trois siècles d'esclavage, les Mexicains étaient trop inexpérimentés pour

que l'anarchie la plus absolue ne sortît pas de leur éclosion à la vie libre. S'ils ont tous les caractères d'un peuple abâtardi qui ne peut se gouverner lui-même, lorsqu'il a brisé ses fers, ils sont plus à plaindre qu'à blâmer.

Les hommes qui battent la campagne, à la tête des bandes armées, ne sont pas une nuance, une exagération, mais l'écume du parti soi-disant libéral. Auprès d'eux les brigands napolitains, flétris en France par les journaux libéraux, sont d'honnêtes gens. La politique est complétement étrangère à leur programme ; ils continuent simplement l'ancien système des *pronunciamentos*, depuis quarante ans en usage au Mexique, et toujours très-lucratif pour ceux qui le pratiquent. Aujourd'hui ces messieurs l'appliquent contre l'Empire. Jadis c'était contre la république, voilà la seule différence. Autrefois, le gouvernement trop faible ou trop timide composait avec les dissidents ; quand ceux-ci se sentaient les plus forts, ils n'entendaient pas raison, alors le président faisait la culbute, les ministres prenaient la fuite ou se cachaient, et tout le personnel administratif était renouvelé. On négociait ensuite des emprunts usuraires, et l'on se traînait à travers mille embarras jusqu'à la première révolution.

« La cause en est, écrivait M. de Barrès, le spirituel rédacteur de l'*Estafette* de Mexico, dans l'habitude prise, depuis l'indépendance, par une foule de gens, de vivre aux dépens du trésor et de ne chercher leurs moyens d'existence que dans les postes publics. Il y a dans ce pays quarante ou cinquante

mille citoyens qui regardent l'État comme leur patrimoine naturel ; l'empléomanie est devenue leur unique industrie. Or comme il est difficile à un budget aussi mince que le budget mexicain de défrayer tant de monde, on compte toujours ici quinze ou vingt mille mécontents qui s'agitent, qui conspirent et font mille efforts pour déposséder leurs rivaux et rentrer aux affaires. Cette foule besogneuse trouve toujours des chefs pour l'entreprise. Voilà quarante et tant d'années que le Mexique tourne dans le même cercle révolutionnaire. »

Mme Marie Naphegyi, qui a longtemps résidé au Mexique, et dont les écrits distingués sont très-appréciés aux États-Unis, publiait au mois de septembre 1865, quelques lignes, remarquables de vérité, sur l'anarchie naturalisée dans ce malheureux Mexique. En voici des fragments qui viennent à l'appui de ce que je dis.

« La liberté, telle qu'on la pratiquait au Mexique, consistait à lâcher la bride à un peuple ignorant, qui ne connaissait aucune loi, qui ignorait le mot *ordre*, que ne retenait aucune autorité, et qui sanctionnait les actes les plus barbares et les plus atroces au nom de la liberté. La liberté était le nom qu'on jetait comme prétexte ou comme défense morale sur les actes les plus sanguinaires et les atrocités les plus viles.

« Pour la liberté! tel était le cri de l'assassin qui plongeait le poignard dans le sein du voyageur sans défense, sur les grands chemins. Sous prétexte de liberté, on fouillait et on mettait au pillage les domiciles les plus paisibles ; on dérobait aux citoyens le fruit de leurs travaux. Le cri de guerre de liberté était celui des hordes de routiers qui infestaient les vallées et les montagnes, se jetaient sur les villes et les villages, et laissaient en cendre des centaines de maisons qui servaient d'abri à d'innombrables familles. Au nom de cette liberté on déshonorait les foyers les plus sacrés. La liberté enfin, couvrait de son voile les actions les plus effroyables. On ne connaît pas aux États-Unis, la moitié des crimes commis au Mexique au nom de la liberté.

« Depuis son indépendance, le Mexique s'est tellement accoutumé à ignorer la bonne et vraie signification de la liberté, qu'en réalité, la définition de ce mot était : opposition aux conservateurs, ou insurrection perpétuelle, pour renverser tout gouvernement établi ou tout parti au pouvoir. Je suis libéral, était le passe-port de tout adhérent à l'insurrection, de tout assassin et de tout voleur de grandes routes ; sous prétexte de faire la guerre au gouvernement établi on s'abandonnait à tous les forfaits.

« Quarante présidents ont occupé le fauteuil de 1821 à 1863. Ainsi 42 années ont vu quarante législateurs divers ; chacun, si court qu'ait pu être son règne, a rédigé, publié et sanctionné une nouvelle constitution, promettant la liberté et des principes libéraux. L'encre de leur signature n'était pas encore séchée que la constitution était renversée, proclamée nulle, et que le nouveau venu en fabriquait une autre, appelée au même sort que la précédente. Le pays n'avait donc aucun drapeau légal auquel se

rallier ; les masses étaient abandonnées *ad libitum* à leurs instincts dont la satisfaction signifiait pour elles la liberté.

« Santa-Anna lui-même, s'est toujours intitulé libéral, tant qu'il était en exil, mais il trouvait plus commode d'être despote absolu quand il occupait le fauteuil présidentiel.

« Álvarez, le roi des montagnes de Guerrero, a jugé trop lourd le fardeau d'un gouvernement ou plutôt celui de la vie civilisée; il a abdiqué après un règne de vingt-quatre jours, n'en emportant pas moins avec lui le diplôme scellé du sceau national, qui l'appelait le « président libéral du plus libéral des gouvernements. » Chez lui, dans son district montagneux, il étend son sceptre sur les habitants, de manière à les rendre plus malheureux que ne l'ont jamais été les esclaves du Sud.

« L'infortuné Commenfort, homme de trop de cœur et de trop peu de tête, deux particularités peu utiles dans un homme qui avait à fonder l'ordre dans un pays désordonné, avait été initié aux principes élémentaires du républicanisme réel ou de la liberté vraie, dans un séjour de deux mois qu'il fit aux États-Unis. Mais il n'eut pas le temps d'implanter ses principes, ou du moins de laisser tomber la semence dans un sol fécond, car il fut promptement renversé par l'imbécile Zuloaga, lequel dut à son tour laisser la place à l'ambitieux Miramon, dont le seul mérite était celui de l'audace; c'est à cette audace qu'il dut l'occupation du fauteuil présidentiel.

« Il fut suivi de celui qui fixa le sort de la répu-

blique, du dernier des Mohicans, du Juif-Errant, de l'ombre représentant l'ombre du parti libéral expirant, de celui qui a établi sa résidence, sa gloire et sa puissance dans le district inhabité de Chihuahua, de don Benito Juarez.

« Il ne m'appartient pas de porter un jugement sur cet homme. La plume impartiale de l'histoire a signalé et signalera tous les actes commis sous sa présidence *libérale*. Les édifices démolis, la destruction des monuments d'antique architecture, bâtis pour des siècles par l'Espagne, au prix de millions; la dévastation des campagnes et des foyers; la violation des cloîtres; l'insulte aux étrangers inoffensifs; la ruine complète du pays; enfin l'intervention française provoquée par ses actes; tout cela dira à l'avenir comment il a pratiqué et compris les principes réels de la liberté, comme base solide et durable des institutions républicaines libérales. »

Ce tableau de la situation et des excès des partis au Mexique, est bien pâle en comparaison du régime qui succéderait à l'Empire si ce pays était abandonné à lui-même. Il est nécessaire de jeter à présent un coup d'œil sur ce que le gouvernement impérial a fait avec le concours des libéraux et des libéraux modérés qu'il a appelés au pouvoir. Voici ce qu'écrivait M. Masseras, l'impartial rédacteur de l'*Ère nouvelle*, au mois d'octobre 1865, un an après l'arrivée de l'Empereur à Mexico.

« De tous les problèmes qui se dressaient devant le gouvernement, l'année dernière à pareille date, à peine en pourrait-on citer un qui ne se représente

aujourd'hui avec ses complications et ses incertitudes. L'organisation administrative, économique et judiciaire, la disparition des anciens partis, le réveil de la nation proprement dite, l'oubli du passé et la foi dans l'avenir, ce sont là autant de beaux rêves, aussi loin de nous en octobre 1865, qu'ils l'étaient en octobre 1864. Le temps seul a marché.

« Certes, le tableau que nous avons sous les yeux n'est pas celui dont se flattait notre espérance, quand nous écrivions il y a un an à cette même place :

« ... En voyant trancher avec une fermeté impartiale, par une décision sans appel, les questions qui tiennent tant d'esprits dans l'incertitude et tant d'intérêts en souffrance; en voyant les finances réorganisées, l'égalité devant la loi et devant l'impôt établie, la justice devenue une vérité, la licence comprimée et la liberté régularisée au profit de tous; en voyant surtout la perspective d'un plus grand bien-être ouverte au plus grand nombre, et garantie par une sécurité depuis longtemps inconnue, le peuple secouera la torpeur du découragement où il est aujourd'hui plongé. Il chassera de lui-même les ombres du passé, pour tourner ses regards vers la lumière de l'avenir. Avec la confiance, lui reviendra l'énergie. Il commencera par applaudir, et ne tardera pas à seconder le régime tutélaire qui aura mis à sa portée tant de bienfaits inespérés.

« Douze mois ont passé, marqués par une rare activité en matière d'actes officiels.

« La question des biens du clergé est résolue; en principe du moins. Les détenteurs actuels auront, il

est vrai, longtemps encore à patienter, avant d'arriver à la régularisation de leurs titres; mais l'espoir d'être un jour ou l'autre déclarés possesseurs de ce qu'ils ont régulièrement acquis, ne doit-il pas les consoler de ne pouvoir, pour le moment, disposer de leurs propriétés?

« Nous avons vu promulguer tour à tour le Statut provisoire de l'Empire; la loi qui proclame la liberté de la presse, tout en la restreignant; de nombreux décrets sur la réorganisation de l'armée. Trois lettres impériales ont tracé le programme de l'administration intérieure, celui de l'instruction publique et celui des finances. Le corps diplomatique a été constitué, le conseil d'État créé, de nombreuses juntes installées. Treize décrets spéciaux ont réglementé le port des anciennes décorations, refondu l'ordre de Guadalupe, institué ceux de l'Aigle Mexicaine et de San Carlos, établi les nouvelles Médailles du mérite civil et militaire. Le personnel de la Cour est formé. Enfin, trois ou quatre monuments publics sont en projet, un d'entre eux déjà inauguré; un crédit de cinq cent mille piastres est ouvert pour l'érection d'un palais destiné aux vieux débris de la gloire; le théâtre national sera bientôt une réalité.

« Certes, on serait mal venu à méconnaître la somme énorme de travail dépensé depuis un an, dans cette variété de lois, de décrets, de règlements, d'ordonnances.

« Nous aurions cependant voulu plus encore. Nous aurions voulu que le gouvernement s'attachât à faire entrer le Mexique dans le courant économique

général auquel, jusqu'à présent, il est resté étranger; nous aurions voulu voir encourager, surexciter même l'esprit d'entreprise, seul capable de vivifier les richesses d'un pays; il était bien facile de le faire.

« Autant qu'une autre, la population mexicaine est en état de comprendre ses intérêts; il suffisait de lui en indiquer la véritable route; elle l'eût suivie avec succès. L'Europe financière, disposée à lui prêter son concours, avait, il y a dix-huit mois, les yeux tournés vers le Mexique. Déjà un personnage considérable de la haute finance, représentant les maisons les plus sérieuses et les plus honorées d'Europe, était venu à Mexico, et avait obtenu de la régence, sauf approbation de l'empereur Maximilien, le privilége de la banque nationale. En Angleterre, une grande compagnie se formait pour l'exécution du chemin de fer destiné à relier les deux Océans. Malgré la guerre, l'attention des capitalistes américains se portait vers le nouvel empire. Des demandes de concessions, des propositions avantageuses, se produisaient de toutes parts; enfin, signe encore plus caractéristique, les maisons mexicaines elles-mêmes sortaient de leur torpeur et adressaient au gouvernement un autre projet de banque. »

Quelques encouragements, de l'activité, de la bienveillance, et le crédit du Mexique se fondait sur des bases solides, patronné par les plus hautes intelligences financières, les plus puissantes signatures du monde.

Comment a-t-on profité de ces chances inespérées? Quel accueil a-t-on fait à toute cette ardeur?

Loin de comprendre de quelle importance était le prompt établissement d'une banque constituée de la sorte, de voir que, par cette création, les principaux banquiers européens allaient se trouver solidaires des finances de l'Empire, et, en conséquence, de ratifier au plus vite la convention conclue, on envoyait à Paris des mandataires chargés de remettre en discussion les clauses du contrat. A quelques changements insignifiants près, ces mandataires acceptaient toutes les conditions consenties par la régence quatorze mois auparavant. Puis, on attendait sept autres mois avant d'insérer le contrat au journal de l'Empire. Aussi nul ne peut-il prévoir aujourd'hui à quelle époque se constituera cet important établissement de crédit.

Des lenteurs, des délais, des oppositions de tout genre décourageaient successivement les esprits les plus persévérants. Peu à peu chacun, renonçant à espérer la réalisation de ses projets, quittait le Mexique ou dissuadait ses commettants de poursuivre davantage d'inutiles efforts.

Tandis que l'on s'aliénait ainsi les appuis étrangers, atténuait-on au moins cette faute en prenant à l'intérieur d'actives mesures? Établissait-on une législation en rapport avec les nécessités économiques actuelles? Créait-on des chambres de notables destinées à éclairer le gouvernement sur les besoins du commerce et de l'industrie du pays? Instituait-on des bourses pour la négociation des valeurs et effets publics. Ou, au moins, exécutait-on, sur les routes indispensables au trafic, les travaux de première nécessité?

« De ce côté non plus, rien n'a été fait. Nous le répétons, cet oubli dans lequel des intérêts si vitaux ont été laissés, nous frappe d'étonnement et nous ne savons où en chercher la raison.

« Le gouvernement ne peut ignorer qu'à notre époque, une nation ne saurait être grande, ni même exister, sans une industrie et un commerce prospères. Que craint-on? D'engager l'avenir — a-t-on dit. Nous ne comprenons pas cette parole. Serait-ce engager l'avenir que de prendre, dès aujourd'hui, de sages dispositions, d'accorder des concessions, profitables aux individus certainement, mais bien plus utiles à la masse? Puis, avant de tant parler de l'avenir, ne serait-il pas d'une plus modeste, mais plus sage politique, de penser à assurer le présent? Considérerait-on comme excessives, comme dérobées au Mexique, les éventualités de fortune laissées aux hommes assez entreprenants pour s'exposer à risquer ici en pure perte temps et capitaux? Serait-ce plutôt qu'absorbé par le règlement d'une infinité de détails, qui ont probablement leur nécessité, le temps aurait manqué pour songer à des besoins plus réels?

« Quoi qu'il en soit, il faut, si l'on veut fonder sérieusement au Mexique, sortir sans perdre un instant de cette inexplicable inaction, chercher à réparer le temps perdu, se préoccuper sans relâche de mettre en œuvre les immenses ressources du pays.

« C'est là — et là seulement — qu'on trouvera non-seulement le secret de la prospérité publique, mais encore celui de la pacification. La proclamation et le

décret du 3 octobre sont sans doute d'excellentes choses. Mais les mesures de sévérité, si elles sont souvent nécessaires, sont, à notre avis, les moins efficaces. Peu à peu, les hommes s'y habituent et elles deviennent le prétexte de crimes odieux qualifiés de représailles. »

Le plus sûr moyen d'assurer la tranquillité est d'intéresser chacun au maintien de la paix publique. Peu de gens préfèrent les dangers, la honte, les privations d'une vie de pillage et de vol à un travail assuré, libre, largement rétribué; rien ne donne le courage de s'opposer aux tentatives des esprits pervertis, comme la nécessité de protéger le fruit d'efforts qui, sans l'ordre et le calme, ne sauraient prospérer.

Le développement du commerce et de l'industrie peuvent seuls conduire à ces résultats, et l'on ne constate pas sans un profond regret combien peu a été fait depuis deux ans pour atteindre ce but.

Qu'on ne se fasse pas illusion : seules, les satisfactions données à la fois aux aspirations morales et aux intérêts matériels, peuvent consolider un trône, quelque bien appuyé qu'il soit. Le temps est passé où l'on pouvait se flatter d'obtenir la confiance ou l'affection d'un peuple, en l'amusant avec des hochets.

En appelant les libéraux au pouvoir, il était évident que le gouvernement impérial ne pouvait marcher dans la voie du progrès, ni se consolider. Les antécédents de ce parti devaient répondre de l'avenir; user l'Empire par l'inaction, tel était son programme